RELATIONS PRESSE CONFÉDÉRALES
01 55 82 82 73 / presse@cgt.fr /www.cgt.fr

RÉSUMÉ DES PROPOSITIONS CGT FAITES AU PREMIER MINISTRE LE 18 DÉCEMBRE 2019

POUR UNE RÉFORME DES RETRAITES JUSTE ET SOLIDAIRE

Notre système de retraite permet à de nombreux travailleurs de partir en retraite avec une pension leur permettant de vivre dignement. Cependant, la modification du marché du travail voulue par les gouvernements successifs et le patronat a créé des situations de précarité, a fait perdurer des inégalités, qui ne sont pas compensées par ce système et qu'il est urgent de régler.
Au lieu de repenser un système dans sa globalité afin qu'il réponde à cette situation ou, mieux encore, de combattre le chômage, la précarité et les inégalités, les gouvernements ont pris acte de la situation et, comme si c'était une fatalité, ont dégradé le système de retraite, réforme après réforme (Balladur en 1993, Fillon en 2003, Touraine en 2014, Delevoye, etc.). En allongeant la durée de cotisation et, de fait, la durée du travail, en diminuant les recettes, en refusant une réelle prise en compte des situations de pénibilité, nous sommes toutes et tous amenés à travailler plus. Nous constatons d'ailleurs qu'aujourd'hui, malgré un âge légal fixé à 62 ans, les salarié.e.s partent en moyenne à 63,5 ans, faute de revenus suffisants.
La CGT remet ce choix en cause. Fondamentalement.

Nos propositions sont les suivantes

Les grands principes

- Un départ à 60 ans à taux plein avec un revenu de remplacement à 75% du revenu net d'activité (calcul sur les 10 meilleures années ou les 6 derniers mois) et au minimum le Smic à 1800 euros. Chacun doit pouvoir vivre dignement de son travail, y compris à la retraite, c'est vrai pour tous, salariés comme agriculteurs ;
- Comptabiliser les années d'études pour les jeunes ;
- Une prise en compte de la précarité ;
- Une prise en compte des pénibilités des métiers (travail de nuit, postures pénibles, exposition à des agents chimiques, etc.) pour tous et toutes et extension des dispositifs de départ anticipé existants ;
- Indexer les pensions sur les salaires et non sur les prix.

Le financement

- Garantir immédiatement l'égalité salariale entre les femmes et les hommes rapporterait 6.5 milliards d'euros en plus pour la sécurité sociale. Cette mesure est entre les mains du gouvernement qui a toute latitude pour contraindre le patronat ;
- Augmenter le taux de cotisation de 0,2 à 0,4 point, par an, permettrait de garantir la pérennité du système ; cela représente un effort de 1,60 euros par mois pour les travailleurs et de 2,40 euros pour les employeurs ;
- Mettre fin aux cadeaux faits aux employeurs en cessant les exonérations de cotisations sociales patronales : 20 milliards d'euros de plus pour la sécurité sociale ;
- Créer une contribution sociale sur les revenus financiers distribués par les entreprises, à un taux équivalent aux cotisations employeurs sur les salaires. Cette contribution pourrait rapporter **30 milliards d'euros ;**
- Lutter véritablement contre l'évasion fiscale et sociale estimée entre 60 et 80 milliards d'euros chaque année pourrait rapporter plusieurs milliards d'euros ;

- Mettre en place une politique résolument tournée vers l'emploi, notamment en diminuant le temps de travail pour que chacune et chacun ait un emploi correctement rémunéré, ce qui créerait de nouvelles recettes pour la sécurité sociale.

Malgré les derniers sondages qui font état que seul 12% de la population souhaite que le projet soit conservé en l'état, la CGT est ressortie sans aucune réponse quant à ses propositions. Et, concernant le projet du gouvernement, on ne sait toujours pas :

- Quelle sera la valeur du point ?
- À quel âge il ou elle pourra partir à la retraite ?
- Combien d'années il faudra travailler pour avoir une carrière complète ?
- Combien de points pour avoir une retraite à 1200 euros, 1500 euros, 2000 euros... ?
- Pourquoi, si ce projet est si bien, le gouvernement ne l'applique pas à tout le monde tout de suite ?
- Qui connait le calcul des retraites pour les personnes nées après 1975 ?
- Comment le gouvernement va convertir les trimestres en points ?
- Qui sait où le simulateur du gouvernement est caché ?

La CGT reste donc fermement déterminée à se battre pour un autre projet des retraites et appelle l'ensemble du monde du travail et la jeunesse à poursuivre et à renforcer la grève, y compris reconductible là où les salarié.e.s le décident, pour maintenir et augmenter le rapport de force.